

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE DE 1789 À 1965

par Georges VIDALENC (1885-1967)

Ancien Directeur du *Centre d'éducation ouvrière* (C.E.O.)
de la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière* (C.G.T.-F.O.)

édité en 1969
par la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière* (C.G.T.-F.O.)
avec le timbre de la *Fédération du Livre C.G.T.-F.O.*

Chapitre 7^{ème}:

1940-1960 LA PENSÉE OUVRIÈRE FACE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans l'atmosphère à la fois trépidante et inquiète des dernières années de la Troisième République, alors que les menaces de guerre se précisent et que les idéologies politiques s'affrontent avec une particulière violence, il est malaisé de dégager les traits essentiels d'une psychologie qui serait purement ouvrière, d'hommes et de femmes ne se préoccupant que des problèmes du monde du travail. Les salariés de tout rang n'ont pas échappé aux craintes et aux enthousiasmes, aux inquiétudes et aux espérances, qui sont celles de tous les hommes de leur temps, de tous les citoyens de leur pays, et il leur est arrivé plus d'une fois de mettre en sommeil ou en veilleuse certaines de leurs revendications syndicales, de différer certaines actions, pour ne pas contrarier la tactique d'un groupe voisin et ami, ou par contre de s'associer étroitement à d'autres formations pour lancer un mouvement de protestation.

On l'avait vu nettement, en particulier, lors de la Grève générale et des manifestations populaires du 12 février 1934. Ce jour-là, les masses travailleuses étaient descendues dans la rue, non pour obtenir une quelconque augmentation de salaire, une réduction de leurs horaires de travail ou de meilleures conditions d'hygiène ou de sécurité, mais uniquement pour faire échec à la montée inquiétante du fascisme en France, pour s'opposer à la turbulence de ligues encouragées par de puissantes complicités administratives et financières, pour faire front devant l'assaut livré aux libertés démocratiques, surtout pour préserver leur entière liberté d'action syndicale. Et durant les années qui vont suivre, on retrouvera constamment les mêmes préoccupations, car la situation reste tendue, les ligues n'ont pas désarmé et les mouvements sociaux seront rarement exempts d'arrière-pensées politiques. Officiellement, la *Charte d'Amiens* représente toujours la doctrine de la C. G. T. réunifiée, mais elle est souvent oubliée ou débordée, en ce sens que le monde du travail, tout en refusant son adhésion en bloc et sans réserve à tel ou tel parti, reconnaissait la nécessité d'un certain climat démocratique et la valeur de certaines institutions pour la défense du droit syndical et la poursuite de son action personnelle, et qu'il entendait associer étroitement la défense de ces libertés à celle de ses intérêts de classe.

Cependant, il faut noter que le salarié de la base n'est nullement lié inconditionnellement aux équipes au pouvoir, même quand elles se parent d'étiquettes prometteuses. Si la guerre de 1914-18 l'a conduit à reconnaître «*le fait nation*» et le manque de consistance de certaines formules internationales, il est toujours mal satisfait de la place qui lui est faite dans le pays, comme des possibilités qui lui sont offertes dans un régime qui se prétend et peut-être se croit démocratique, mais dont les avantages sont trop souvent réservés, en fait, à une minorité, à ces «*deux cents familles*», à ces féodaux économiques, qui ont pris la place et adopté la mentalité des privilégiés de naissance de l'ancien régime et dont la domination est souvent rude et le comportement malveillant. Le travailleur sait qu'il appartient à l'entreprise, mais que l'entreprise ne lui appartient pas et il a l'impression d'y être brimé, exploité, méprisé, tout au moins de n'y être pas apprécié à sa juste valeur et payé à son juste prix. Il pense que le groupe industriel, la famille économique auxquels il collabore, l'accueillent seulement comme un instrument et non comme un être pensant. Dans les grandes usines dépersonnalisées, un ouvrier n'est qu'un rouage, dont on reconnaît certes l'utilité, mais qui n'a droit à aucune considération, dont on discute âprement la rémunération et auquel on marchandise les avantages. Aussi éprouve-t-il à l'égard des maîtres et dirigeants de l'économie capitaliste, des sentiments complexes dans lesquels la sympathie n'a que peu de part.

Cette position n'est pas une simple manifestation de mesquine envie et il n'y a ni bassesse, ni ridicule dans cette attitude des travailleurs. En présence des dures réalités économiques et sociales, les salariés ont pris conscience de leur valeur et de leur force trop souvent mal appréciées et mal employées. Ils demandent une plus équitable répartition des biens de ce monde à la production desquels ils collaborent activement, ils aspirent à des satisfactions et des jouissances qui ne sont pas uniquement matérielles et ils ne considèrent pas comme providentielle et définitive une organisation sociale qui les a trop longtemps maintenus dans une condition inférieure. Qu'on ne s'y trompe pas! nombre d'ouvriers et d'employés sont capables d'observation et de réflexion et la plupart des autres sentent obscurément l'injustice d'un destin qui les prive de toute espérance et les voue à une situation, que l'on honore certes en paroles, mais dont s'écartent en fait tous ceux qui en ont la possibilité. Il ne manque pas de textes édifiants ou pathétiques sur la grandeur, la noblesse, la sainteté du travail, mais les classes bourgeoises font tous leurs efforts pour se dispenser du travail manuel et pour en écarter leurs enfants; elles acceptent bien de tenir le porte-plume ou le tire-ligne, mais revêtir le bleu de travail ou manier l'outil constitue à leurs yeux une sorte de déchéance. Au reste, les manuels qui ont eux-mêmes peu de chances de s'en affranchir rêvent d'un meilleur destin pour leurs enfants.

Bon observateur des classes ouvrières, Maurice Halbwachs a bien montré les servitudes de leur destin, tout ce qu'il y a encore de douloureux dans la condition des travailleurs de la base, artisans nécessaires mais ignorés ou méprisés de l'activité économique. Essentiellement, le syndicat a été une réaction de défense, même s'il a été lent à s'organiser et à déterminer ses méthodes d'action:

«Les ouvriers les plus pauvres, les plus mal payés, ceux qui étaient soumis aux conditions de travail les plus dures, ou bien ont fait preuve d'une inertie ou d'une passivité quelquefois déconcertante, - comme dans les travaux à domicile ou l'industrie textile, - ou bien se sont révoltés mais d'une façon brutale, en brisant les machines, en détruisant tout, sans aboutir à aucun résultat durable et sont retournés à leur passivité.

C'est en somme dans les parties supérieures de la classe ouvrière que les organisations se sont d'abord formées et cela s'explique: pour constituer un syndicat il faut, non seulement se trouver à un niveau de vie relativement plus élevé et il faut avoir conscience de tout ce que comporte et entraîne ce niveau, de tout ce qu'il permet aussi, des possibilités qu'il offre» (521).

Dans ces luttes sociales, l'arme la plus efficace c'est la grève, dont Halbwachs dira:

«Malgré quelques objections que l'on adresse à ces mouvements tumultueux, première forme sous laquelle la classe ouvrière a été appelée à prendre conscience d'elle-même, il n'en est pas moins vrai que les grèves répondent à une nécessité dans l'organisation économique moderne... Certes, il y en a beaucoup qui échouent, mais il y en a cependant un grand nombre qui réussissent, d'où il résulte que le progrès dans la situation des travailleurs, qui s'est réalisé au 19^{ème} siècle de façon presque continue, ne s'obtient pas de façon automatique; il n'y a pas de relèvements de salaires, de changements dans la condition des travailleurs, qui n'aient nécessité les luttes, qui n'aient été obtenus par l'effort concerté de la classe ouvrière» (522).

Malgré ces progrès, dans la grande entreprise dépersonnalisée, le salarié reste considéré comme un

(521) M. Halbwachs, «*Les classes sociales*», Cours de la Sorbonne, 1943, p.145.

(522) M. Halbwachs, p.141.

élément de l'équipement industriel, un poste dans la comptabilité et non comme un être humain. Là encore nous pouvons avoir recours à Halbwachs:

«Bien que quelques patrons, quelques grandes sociétés aient prévu des secours, des indemnités, des retraites pour les travailleurs âgés, bien qu'ils se soient efforcés d'attacher à l'usine les ouvriers par l'institution de maisons ouvrières, ceux-ci n'ont pas attribué d'importance à ces œuvres, ou se sont défiés de ce qui était comme un retour au régime patriarcal d'autrefois, qui ne correspond plus aux conditions modernes. Ils savent qu'il n'est tenu aucun compte du temps qu'ils ont passé à l'usine ou dans la profession, que la même quantité de travail, qu'elle soit fournie par l'ouvrier âgé ou jeune, est payée suivant le même taux et qu'on remplace, sans regret et sans forme, un vieux travailleur par un nouveau. Non seulement le temps n'ajoute rien à leur valeur pour le patron, mais leur application et leur habileté ne leur procurent pas un traitement de faveur, une sorte d'avancement au choix. Que le salaire soit au temps ou aux pièces, l'essentiel est qu'une certaine quantité soit journalièrement livrée et que ces produits soient conformes à un tel type. S'ils sont en deçà, l'ouvrier est passible d'amendes et de réductions, s'ils sont au delà, s'ils sont plus achevés, faits avec plus de soin, l'ouvrier n'est ni mieux payé, ni félicité» (523).

En fait c'est tout le problème de la productivité et de la répartition des profits supplémentaires qu'elle peut apporter qui se posait; on n'en comprenait peut-être pas encore toute l'importance, mais déjà les salariés, et pas seulement les militants syndicaux, avaient pu constater à maintes reprises que les efforts supplémentaires qu'ils fournissaient ne leur apportaient que des avantages limités et temporaires, que de nouvelles normes de rendement et de nouveaux taux d'affûtage, ne tardaient pas à diminuer des salaires et des primes qu'ils auraient eu lieu de croire plus stables. Même les fameuses «boîtes à idées», l'encouragement aux suggestions d'amélioration technique n'avaient pas donné les résultats escomptés, parce que les récompenses étaient souvent trop chichement calculées et parce qu'elles pouvaient provoquer dans l'entreprise des conflits d'amour-propre et d'autorité, dont le travailleur de base était, en fin de compte la victime. Quant aux problèmes humains que posaient les rapports hiérarchie et exécutants dans l'usine ou le magasin, ils étaient trop fréquemment mal compris ou médiocrement résolus.

Évidemment, ce qui était possible au temps de l'artisanat, des petits ateliers, de la fabrication de pièces uniques sur commande individuelle ne l'était plus dans l'usine et la fabrication en grande série, mais les employeurs et dirigeants auraient dû prendre souci de la disparition de certains éléments intellectuels et affectifs et comprendre que l'ouvrier, dont le métier constitue la préoccupation essentielle et le centre d'intérêt quotidien, pouvait se sentir mal à l'aise et presque étranger dans la grande entreprise qui l'emploie et où il passe, ne l'oublions pas, huit heures sur vingt-quatre chaque jour. Il faut songer à ce que peut représenter d'amertume une condition dont on ne peut guère espérer sortir, celle d'ouvrier voué à des besognes de faible intérêt et sans perspective d'avenir.

Certes, de telles rancœurs n'apparaissent pas toujours en pleine lumière dans les conflits du travail ou dans la discussion des conventions collectives, mais elles n'en existent pas moins et dans les années 1930 elles ne sont pas étrangères au succès de la propagande communiste et à l'emprise du parti dans les milieux ouvriers. Évoquer devant les classes prolétariennes ou les travailleurs de la base, une société sans classes, des entreprises gérées par la collectivité elle-même, dans le seul souci de l'intérêt commun et sans recherche de profit personnel, des possibilités multiples d'accession aux postes de responsabilité, de direction technique et politique, un reclassement social fondé sur le seul mérite, il y a de quoi faire battre les cœurs, enflammer les esprits, fouetter les énergies, provoquer de grands élans et susciter des dévouements et des sacrifices. Sans doute, des voix discordantes se faisaient aussi entendre, qui déclaraient que ce n'était là qu'un idéal encore lointain ou même de simples discours de propagande, que dans la réalité le travailleur soviétique menait une existence difficile, non exempte de privations et de tracasseries, pour ne pas dire plus, et pour prétendre qu'aux anciennes classes disparues, s'était substituée une nouvelle classe de bureaucrates, techniciens ou permanents de l'appareil politique et policier, nantis de privilèges en tous genres, qui étaient en fait les vrais et seuls profiteurs du régime et dont le comportement ne manquait ni d'arbitraire, ni de dureté.

Mais surtout les menaces de guerre pesaient sur toute l'Europe et la France en était durement secouée, d'autant plus durement qu'elle n'avait plus, en face du péril possible, la relative unité de 1914 et que les positions des partis et des classes sociales s'opposaient âprement. Cette guerre menaçante, que beaucoup craignaient, mais que certains appelaient de tous leurs vœux, ne serait pas le simple choc de deux

impérialismes soucieux de gagner des territoires, de se procurer des matières premières ou de se réserver des marchés privilégiés, elle serait aussi, et même surtout, une guerre idéologique qui opposerait deux systèmes d'organisation politique, deux styles de vie, deux conceptions du monde et de ce que doit être une société humaine. Chacun des adversaires éventuels multipliait ses efforts de propagande pour gagner des partisans actifs et des alliés, pour neutraliser ou paralyser des ennemis possibles.

Dans ce climat tourmenté, le monde ouvrier perdait un peu de vue ses problèmes propres pour s'engager à fond, en toute bonne foi et avec enthousiasme et désintéressement, suivant son habitude, dans les conflits qui surgissaient: pour ou contre Franco en Espagne, pour ou contre le fascisme en Allemagne, en Autriche, en Italie, pour ou contre les accords de Munich à propos du conflit des Sudètes. On put bien voir alors, notamment en 1938 et 1939, que l'unité syndicale reconstituée en 1936 n'était qu'un leurre et une pure apparence. Unité n'entraînait ni compréhension, ni sympathie, ni véritable union, pas même simple tolérance, les assemblées syndicales prenaient de plus en plus figure de réunions politiques, avec grande profusion d'éloquence et abondance de lieux communs, avec maintes violences verbales et physiques. Et dans le même temps, ce qui était moins spectaculaire, mais sans doute plus dangereux, des groupements ou des fractions, des cellules ou des rayons, manœuvraient avec adresse et persévérance pour conquérir les situations-clés, les postes de confiance ou d'influence, ce qui permettait à des minorités ardentes, bien disciplinées et peu scrupuleuses, d'entraîner de nombreux syndicats vers des décisions inattendues, que la grande masse des adhérents n'avait certes pas voulues, mais dont elle ne voyait pas toujours la portée et qu'elle n'osait pas combattre.

Ce noyautage réussit de façon incontestable, et c'est là un événement et une leçon à ne pas oublier. Nombre de syndicats, nombre d'Unions locales ou départementales, nombre de Fédérations passèrent ainsi sous direction communiste, non que les communistes y fussent les plus nombreux, mais parce qu'ils y étaient incontestablement les plus assidus et les plus dynamiques. Leur tâche se trouvait facilitée parce qu'ils rencontraient dans les organisations plus de syndiqués passifs que de véritables syndicalistes. Depuis les exaltantes journées de juin 1936, depuis les accords Matignon, la C.G.T. avait vu ses effectifs se gonfler de façon sensationnelle, cela avait permis la publication de statistiques et de courbes impressionnantes, de célébrer *«le triomphe du syndicalisme»*, de connaître une aisance de trésorerie jusqu'alors ignorée dans ces milieux, mais ces constatations, pour encourageantes qu'elles fussent, ne révélaient qu'un des aspects du syndicalisme et il n'en fallait pas méconnaître d'autres, qui étaient infiniment moins satisfaisantes. Les nouvelles recrues, en effet, *«la promotion Blum»*, ignoraient tout du syndicalisme et de son organisation, des traditions et des luttes ouvrières, elles venaient au syndicat comme à une sorte de bureau d'assurance, bien persuadées qu'elles entraient dans un secteur protégé, que désormais elles n'auraient à s'occuper de rien et que le bureau syndical suffirait pour défendre et améliorer leurs conditions de travail et de vie. Beaucoup de ces tard-venus étaient les ouvriers de la onzième heure, ceux qui courent au secours du vainqueur, alors que tout danger a disparu, et parce que cela comporte avec le minimum de risques et d'efforts, le maximum d'avantages, d'autres étaient simplement des suiveurs qui voulaient faire *«comme tout le monde»*, et il n'est pas surprenant que nombre d'entre eux se soient laissés séduire par les slogans de propagande que des orateurs bien endoctrinés leur répétaient à satiété. Faute d'esprit critique, faute de réflexion, beaucoup de groupements syndicaux devinrent alors de simples succursales de groupements politiques dont ils adoptaient les mots d'ordre impérieux et changeants.

Georges Lefranc a clairement montré l'orientation que les éléments communistes donnaient à ce syndicalisme de masse:

«Les syndicalistes communistes se font les propagandistes du Front Populaire, ils essaient de déborder les socialistes, qu'il s'agisse de formuler les revendications ouvrières, de défendre l'Espagne républicaine contre Franco ou de s'affirmer en face de l'Allemagne hitlérienne. La grève, dans ces conditions, devient un moyen de pression politique destiné à entraîner les gouvernements plus loin qu'ils ne voulaient initialement aller. Mais on prend soin de toujours mettre en avant les revendications immédiates et de susciter des réflexes sentimentaux au lieu d'entreprendre des campagnes doctrinales pour des réformes de structure: au Front Populaire de 1935-37, les communistes sont d'accord avec les radicaux pour ne pas effaroucher les masses, en réclamant les nationalisations que préconisent la S.F.I.O. et les planistes de la C.G.T.» (524).

Quelques éléments syndicaux s'efforçaient pourtant de réagir, de résister à cette emprise et de la limiter, notamment l'équipe qui dirigeait alors *«Syndicats»* sous la direction de René Belin, un des secrétaires de la Confédération, mais ils obtenaient difficilement l'audience de masses peu habituées à la réflexion en

(524) G. Lefranc, *«Les expériences syndicales françaises (1939-1950)»*, Paris, 1950, p.17. On trouvera une analyse analogue, et concordante, dans le livre d'André Delmas, ancien secrétaire du *Syndicat National des Instituteurs: «A gauche de la barricade»*, Paris, 1950.

matière économique et sociale, qui, s'étant jusqu'alors tenues à l'écart de la vie syndicale, en ignoraient les traditions et les obligations, qui grisées par le succès de 1936, se laissaient fanatiser, croyaient que tout était possible, en se refusant d'ailleurs souvent au moindre effort personnel.

Au moment de Munich, notamment, en 1938, on vit bien que deux tendances s'opposaient farouchement dans la C.G.T. reconstituée, et que cette divergence de vues ne s'était pas produite à propos d'un problème purement syndical, mais sur la question du maintien de la paix que le destin des populations sudètes mettait en péril. Le Congrès de Nantes, en 1938, mit en lumière l'opposition irréductible de deux tendances, en complet désaccord sur les moyens de combattre le fascisme en plein essor et d'éviter une seconde guerre mondiale.

Mais à ce même congrès, le rapport financier permit aussi de constater la chute catastrophique des effectifs syndicaux. Après les adhésions massives, par dizaines et mêmes centaines de milliers, était venu le reflux: désenchantement de ceux qui trouvaient que cela n'allait pas assez vite, ni assez loin, craintes de timorés ressaisis par leur habituelle inquiétude devant les résistances patronales et par leur esprit de soumission, découragement aussi de certains qui s'affligeaient et s'inquiétaient de ne plus trouver dans ces syndicats agrandis aux directions nouvelles, l'atmosphère de franche camaraderie, de libre discussion et de tolérance compréhensive qui était de règle dans les milieux ouvriers. Les clairvoyants prévoyaient déjà une possible rupture de l'unité, si péniblement reconstruite, ou une chute plus vertigineuse encore des effectifs, qui contraindrait les vrais syndicalistes à préciser leur doctrine et à revoir leurs moyens d'action, qui les obligerait à porter une attention plus soutenue à ces programmes d'éducation ouvrière et de formation des militants, qu'ils applaudissaient chaleureusement dans tous leurs congrès mais dont ils surveillaient mal la mise en application et pour la réalisation desquels ils n'avaient pas toujours su consentir en temps utile les sacrifices nécessaires, ni montrer une sympathie vraiment agissante.

La preuve était faite que les salariés français étaient entrés en masse, mais mal informés, dans des syndicats et une Confédération, mal préparée eux-mêmes à les recevoir, que le mouvement syndical manquait de cadres de qualité et que, malgré l'énergie et le dévouement de militants, qui travaillèrent jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, les nouveaux venus n'avaient pas toujours eu la possibilité, ou la volonté, d'apprendre l'A.B.C. du syndicalisme, les éléments essentiels de son histoire, les rudiments de droit ouvrier ou d'économie politique dont ils avaient besoin, ni surtout d'acquérir les qualités d'esprit et de caractère indispensables, de comprendre qu'être syndiqué, cela oblige. Par contre, on voyait qu'ils avaient été facilement séduits et entraînés par des orateurs diserts ou véhéments, plus soucieux d'effets de tribune que d'informations contrôlées, plus intéressés par l'action politique que par l'action ouvrière et qui, tout en flattant et même flagornant les masses populaires, détentrices de toute sagesse, les méprisaient souverainement, ne se souciaient guère de les instruire et se bornaient à les diriger suivant les indications du Kominform.

Beaucoup de syndiqués démissionnaient, les uns avec éclat, les autres en se retirant discrètement. Phénomène déjà observé en d'autres temps et d'autres circonstances, mais qui prenait une ampleur exceptionnelle et donnait à réfléchir.

«Les syndicats en France ont toujours eu des fluctuations d'effectifs, suivant les cycles d'espoir ou de doute, mais la nouvelle masse syndiquée (après 1936), sans esprit syndicaliste, bercée de slogans provisoires, est encore plus versatile. L'organisation bureaucratique qui l'encadre, le monopole de la pensée communiste dans les grandes organisations, sont des freins à toute évolution interne. Les masses réagissent d'une manière féminine à leurs échecs, qui sont généralement transformés en victoires "pour le communiqué". Elles ne critiquent pas. Il faudrait pour cela que, de leurs rangs, surgissent des élites nouvelles, or la bureaucratie communiste veille pour empêcher un tel malheur. Alors, "elles votent avec leurs pieds", pour rappeler une pittoresque image de Lénine. Dans la seule année 1938, la C.G.T. perd 3.000 syndicats sur 18.000» (525).
